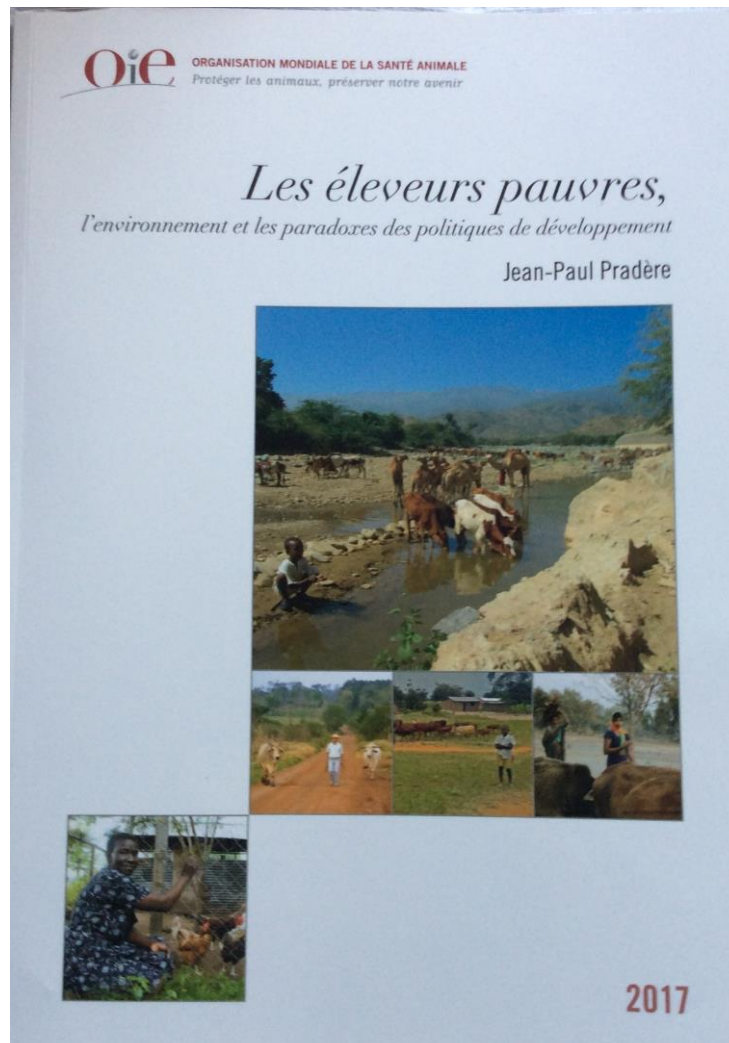


LES ÉLEVEURS PAUVRES, L'ENVIRONNEMENT
ET LES PARADOXES DES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT

par Jean Paul PRADÈRE



André Pflimlin¹. – Cet ouvrage sur les éleveurs pauvres se découvre comme une succession de paradoxes, apparemment irréconciliables mais dont la non-résolution serait dramatique pour la préservation de deux biens publics mondiaux : la santé et l'environnement. C'est aussi simple que ça. Et c'est dit de façon sobre, en s'appuyant sur des faits, des chiffres officiels et quelques graphiques très percutants.

¹ Membre correspondant de l'Académie, ancien Chargé de mission Europe à l'Institut de l'Élevage.

Résumons. Avec l'accroissement de la démographie et de l'urbanisation, avec l'amélioration du niveau de vie, la demande mondiale en produits animaux explose, principalement en Asie et en Afrique. Toutes les régions du monde produisent plus pour satisfaire cette demande mais avec un mode de croissance très différent nous dit Jean Paul Pradère. Dans les *pays développés* et dans la plupart des *pays émergents*, l'augmentation des productions animales se fait à troupeau quasi constant (à l'exception des volailles), par une *croissance intensive*, permise par les gains de productivité par animal et par ha. Inversement dans les pays en développement, notamment dans les *pays les moins avancés (PMA)* l'augmentation des productions se fait surtout par augmentation du nombre d'animaux et principalement des ruminants, nécessitant de plus en plus de surfaces ; c'est ce que l'auteur appelle la *croissance extensive*. La productivité en lait ou viande par unité de gros bétail (UGB) y est 10 fois plus faible, voire davantage, et les écarts continuent à se creuser. Or c'est, paradoxalement, dans ces PMA que l'on constate le plus fort accroissement démographique et ce sont les paysans et éleveurs pauvres de ces pays qui devraient en assurer l'alimentation.

Autre paradoxe. Dans presque tous les pays du Sud, la pauvreté est d'abord rurale, soit environ un milliard de personnes en 2010 dont 800 millions avec plus ou moins d'élevage. Pour les paysans pauvres cet élevage a toujours de nombreuses fonctions ; traction animale et transport, fertilité des sols et surtout épargne facilement monnayable pour la gestion des crises et des soudures. Sauf pour les éleveurs transhumants, l'élevage, même de basse-cour, contribue très peu à l'alimentation de la famille. Cependant, *cet élevage qui est d'abord pratiqué pour atténuer les risques, est lui-même une activité à haut risque dans ces PMA*, la situation zoonitaire étant le reflet du niveau socioéconomique des pays.

Il y a les maladies contagieuses animales, à plus ou moins forte mortalité, transmissibles ou non à l'homme *et très mal contrôlées dans les PMA*, dont l'auteur nous dresse une liste impressionnante et nous avertit qu'« *en dépit des progrès de la médecine (vaccins, antibiotiques, outils de diagnostics...) nous sommes plus exposés au risque de pandémie que nos ancêtres* ». Il y a surtout *pour les éleveurs pauvres, un énorme manque à gagner et un gaspillage de ressources fourragères*, souvent rares. Les taux de mortalité moyens sont équivalents aux ventes, notamment en porcs et volailles. Dans les pays sahéliens, c'est pire : près de la moitié des bovins meurent de maladie ou de déficit alimentaire. Dans ces conditions ces éleveurs sont contraints de développer leurs troupeaux avec davantage d'animaux autochtones peu performants mais les mieux adaptés aux faibles ressources du milieu naturel.

Ce « gaspillage » de ressources aggrave les impacts sur l'environnement (surpâturage et perte de biodiversité) *et sur le changement climatique* ; méfaits dénoncés il y a 10 ans par une publication choc de la FAO (*Livestock's long shadow*). Même si ces impacts ont été largement relativisés depuis et même divisés par deux par la même institution quant aux gaz à effet de serre, il n'empêche que ces informations erronées ou trop partielles donc inadéquates pour ces élevages multifonctionnels, tels les GES par kg de viande ou de lait, relayées par d'autres experts internationaux et par des associations végétariennes, contribuent à discréditer et à marginaliser l'élevage extensif et les éleveurs pauvres.

L'auteur dénonce tout aussi fermement la baisse des soutiens publics et des aides consacrés à l'élevage au Sud notamment dans les PMA, alors que celui-ci contribue beaucoup plus au PIB national que dans des pays développés. Ainsi pour la plupart des pays du Sahel, l'agriculture représente environ 40% du PIB dont près de la moitié attribuée à l'élevage, voire davantage si l'on comptait les services associés (travail, transport fumure...) mais les soutiens de ces pays à l'élevage restent dérisoires. Il en est de même pour les instances internationales. Malgré la reconnaissance publique de ce manque de soutien, notamment par la Banque Mondiale dès 2007, l'aide publique au développement (APD) de l'élevage n'a guère changé. En 2013, le secteur agricole (hors forêt et pêche) a reçu environ 5% de l'aide totale et celui de l'élevage n'en a perçu qu'1 pour mille (2% des aides agricoles). L'auteur nous montre même que l'aide à la santé animale a été divisée par 3 au cours de la dernière décennie, alors que les aides à l'agriculture recommençaient à progresser légèrement.

Il nous dit enfin que malgré ce diagnostic connu sinon partagé, « *rien n'indique une volonté de révision des politiques qui marginalisent l'élevage dans les pays les plus pauvres de notre planète* »

Que nous inspire la lecture de cet ouvrage ?

Que dire de plus sur cette analyse accablante, sinon que c'est un diagnostic particulièrement percutant, sobre mais sans concession pour les grandes organisations internationales, y compris celles que l'auteur a servi au mieux. Jean Paul Pradère est vétérinaire de formation, il a démarré comme jeune praticien en Normandie puis en Afrique et Madagascar pour le compte de la coopération française et la Banque Mondiale. Puis il fait une formation complémentaire en économie ce qui lui ouvert les portes de l'OCDE comme expert économique puis comme chargé de mission « économie et santé animale » à l'OIE. C'est cette dernière mission qui sert de cadre et de base à l'ouvrage mais l'auteur nous fait profiter de sa longue et riche expérience de l'élevage mondial. C'est donc un testament pour une succession à haut risque ; il fallait que ces choses soient dites, publiquement, de façon claire, une dernière fois !

Diagnostic effarant, compte tenu des enjeux de santé animale et humaine. Diagnostic en contradiction totale avec les objectifs de lutte contre l'extrême pauvreté, affichés par les instances internationales, donc en priorité ces 800 millions de personnes de ces familles d'éleveurs pauvres ! Diagnostic révoltant car ces familles et ces systèmes d'élevage sont menacés par tous les maux à la fois : les aléas climatiques croissants, la baisse des aides publiques déjà insignifiantes et la compétition mondiale avec la multiplication des accords de libre échange. Et de surcroît la condamnation environnementale et climatique, sans perspective d'évolution sinon en pire.

Aussi, on ne peut que craindre le pire... Notamment dans cette grande zone sahélienne qui va de la Mauritanie au Soudan et qui compte aujourd'hui plus de 140 millions d'habitants dont plusieurs dizaines de millions de jeunes en recherche d'emploi. Sans perspective dans l'agriculture et l'élevage, bon nombre de ces jeunes n'ont d'autres choix que de partir en Europe, au péril de leur vie, ou pire, de grossir les troupes d'AQMI ou de Boko Haram dont le terrorisme se nourrit de ce mal-développement.

Et pourtant, malgré tous ces handicaps et toutes ces insécurités majeures, des millions d'éleveurs et leurs familles ont survécu depuis des siècles et ont su préserver leur culture et leurs savoir-faire dans un environnement où nous ne verrions d'abord que misère ou désert hostile. *Quelques témoignages de ces familles d'éleveurs pauvres auraient surement contribué à transformer ce diagnostic accablant en admiration positive et en volonté d'action avant qu'il ne soit trop tard.*

A lire, à relire et à garder à portée de main. Nous ne pourrions plus dire que nous ne savions pas et continuer notre petit commerce à courte vue, avec nos excédents agricoles subventionnés qui asphyxient les paysans et éleveurs pauvres du Sud, avec des risques majeurs pour le monde de demain.